

Afrique : conflits modernes et mystifications

Juillet 2004¹

Conflits oubliés... Conflits sur-médiatisés pendant un court laps de temps... L'irruption « imprévisible » à la une de nos petits écrans de conflits « ethniques »², de massacres « sauvages », de déplacements massifs de populations livrées le plus souvent à une mort certaine ou, « au mieux », à une longue végétation dans des camps de réfugiés avant que le mot terrible de génocide obligeant la communauté internationale à agir ne soit prononcé, ici et là, craintivement, souvent trop tard³, pour nommer ce que des commanditaires des oublis institutionnalisés d'Afrique et d'ailleurs⁴ s'acharnent à rendre incompréhensible ; ce contre quoi ils préfèrent garder leurs opinions publiques impuissantes tout en assurant leur bonne conscience grâce à une armada de vœux pieux, de déclarations de bonnes intentions et d'actions humanitaires de grande envergure.

L'Afrique, cette Afrique dont les puissances occidentales ont, le temps des colonisations et des décolonisations, assuré en grande partie l'échec⁵, vers laquelle les pays « civilisés » ont exporté leurs affrontements de guerre froide (il suffit de mentionner le cas de l'Angola), continue à être présentée comme le continent des processus impénétrables pour l'entendement de l'homme « moderne » qui échapperait aux analyses géopolitiques appliquées partout ailleurs pour élucider les conflits des nations dites modernes. L'Afrique c'est « trop compliqué » entend-on souvent dire nos hommes politiques, nos médias et, malheureusement parfois, certains de nos acteurs associatifs qui excusent ainsi leur manque d'investissement réel enraciné dans le refus pour les uns et dans la peur pour les autres de devoir – en avouant que ce n'est pas plus compliqué (ce qui ne veut pas dire moins complexe) qu'ailleurs –, faire basculer l'immense système de mensonge mondialisé. Sur ce système reposent les exploitations et les spoliations, les rouages obscures du commerce d'armes et du détournement des fonds, les passe-droits de la pire espèce et les complicités politiques qui assurent le maintien, dans nos pays, de nos clivages internes.

Ce système de criminalisation économique mondiale en lien avec la criminalisation des économies nationales (réseaux mafieux ou économies de guerre), c'est « la part invisible de l'iceberg »⁶ permettant de poursuivre impunément – sous le voile d'un discours politiquement correct de « bonne gouvernance » ou de « démocratie » tenu aussi bien par les dictateurs africains que par leurs protecteurs occidentaux –, la spoliation du pétrole africain et de ses autres immenses richesses ; système permettant de maintenir, voire de soutenir directement et intentionnellement, un état d'instabilité et de zone de non-droit permanent qui assure aux dictateurs au pouvoir en Afrique, appelés par l'Elysée « grands amis de la France », leur longévité et leur impunité. C'est enfin, et cela semble être plus grave encore, pour éviter de mettre en cause un système de représentations basées sur des simplifications rhétoriques réellement d'un autre âge (comme celles pérennisant des systèmes de

¹ Extrait site Internet <http://www.institutidrp.org> et publié dans « Combat pour la paix »

² Selon les observations, c'est le népotisme ethnique s'opposant aux revendications égalitaires des populations réduites à la pauvreté, réclamant un partage du pouvoir et des ressources et non la diversité ethnique et/ou culturelle du continent africain qui est une des causes de la prolifération des conflits en Afrique. La prédation économique des états considérée comme une source d'enrichissement personnel et familial allant de pair avec l'accumulation excessive d'armes ou le gonflement du secteur de la défense et l'utilisation du processus démocratique pour remettre en cause les rapports sociaux comptent, à côté des causes exogènes (jeux d'intérêts d'anciennes puissances coloniales, de firmes multinationales et du crime organisé international), parmi les principales causes des conflits modernes sur ce continent.

³ Comme dans le cas du Rwanda et, probablement – l'actualité l'atteste malheureusement souvent –, dans le cas du Darfour.

⁴ L'oubli a toujours été une arme puissante au service de la version officielle de l'histoire et du maintien du statu-quo.

⁵ Cf. Marc Ferro, *Le livre noir du colonialisme*, Robert Laffont, Paris, 2003 et Hélène d'Almeida Topor, *Naissance des états africains*, Casterman/Giunti, Firenze, 1996.

⁶ Cf. François Xavier Verschave, *Noire silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*, Les Arènes, Paris, 2000.

valeur hiérarchiques fondés sur des oppositions civilisation/barbarie, modernité/tradition, nation/ethnie...) qu'on relègue les conflits du continent africain dans le registre du « trop compliqué ».

Afin de sortir de cette vision réductrice et impuissante à fournir des moyens d'engagement en faveur d'une résolution durable des crises en Afrique, des initiatives citoyennes (Survie, réseau RAFAL (Réseau africain francophone sur les armes légères) qui regroupe 45 membres dans 11 pays francophones créé au sein du GRIP⁷ et, à un niveau plus modeste, le Groupe de travail « Afrique » du Mouvement de la Paix dont le premier atelier s'est tenu à l'occasion de son Conseil National en juin 2004) se donnent pour objectif d'apporter des éléments d'analyse et des méthodes d'action et de mobilisation efficaces (par exemple, privilégier la prévention proactive des conflits à la prévention réactive⁸).

Cette mobilisation est d'autant plus urgente que 33 millions de personnes ont perdu la vie en Afrique des conséquences des guerres durant ces 40 dernières années et que, en 2000, on estimait que 28 pays sur 51 étaient en situation de crise, dont 26 connaissaient des conflits armés ouverts de basse ou de haute intensité. Dans ce contexte, les événements dans la région du Darfour, à la une de nos médias, nous rappellent une fois de plus le besoin d'aborder les conflits en Afrique d'une manière structurelle et dans une logique de long terme pour ne pas assister impuissant, par la voie du petit écran, à une mort préparée d'avance de civils impuissants. Morts dont, si nous n'agissons pas, nous ne pourrions que nous rendre complices.

Dea RETY

(avec le précieux soutien de Félix Nkundabagenzi)

⁷ Institut européen de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.

⁸ Cf. *Conflits en Afrique. Analyse des crises et pistes pour une prévention. Rapport de la commission « Régions africaines en crise »*, Les publications du GRIP, Bruxelles, 1997, pp. 15-38.